

Que faire de l'argent épargné pendant le Covid ? Une question qui vaut des milliards

[nouvelobs.com/chroniques/20210426.OBS43272/que-faire-de-l-argent-epargne-pendant-le-covid-une-question-qui-vaut-des-milliards.html](https://www.nouvelobs.com/chroniques/20210426.OBS43272/que-faire-de-l-argent-epargne-pendant-le-covid-une-question-qui-vaut-des-milliards.html)

Cent soixante milliards d'euros ! C'est l'épargne supplémentaire que les Français auront accumulée fin 2021 après quasiment deux ans de mesures sanitaires. Avec les confinements, fermetures de bars, restaurants ou commerces, restrictions sur les voyages et jauges sanitaires (qui pourraient peser jusqu'à la fin de l'année), les ménages ont fait des économies forcées qui viennent s'ajouter à un taux d'épargne déjà considérable : les Français mettent de côté en moyenne 15 % de leur revenu disponible brut, plus que les Allemands ou les Américains. Qu'allons-nous faire de ce « capital Covid » ? C'est une question à plusieurs dizaines de milliards d'euros, plusieurs points de croissance et des dizaines de milliers d'emplois.

Que va devenir l'épargne accumulée pendant la crise sanitaire ?

Plongeons-nous dans les prévisions de l'Observatoire français des Conjonctures économiques (OFCE), l'institut de recherche indépendant rattaché à Sciences-Po. Si, en 2022, nous revenons à notre niveau de consommation de 2019, sans plus, en gardant le magot accumulé pendant le Covid dans nos assurances-vie ou sur notre compte en banque, l'économie repartira avec une croissance un peu supérieure à 4 %. Mais si nous dépensons plus, si nous nous faisons plaisir en ramenant notre « capital Covid » de 160 à 130 milliards (-20 %, ce qui nous laisserait encore de l'épargne de précaution), cela donnera un très net coup d'accélérateur à la croissance qui dépassera 6 %. Passer de 4 à 6 %, cela change tout. Selon l'OFCE, la différence, c'est 200 000 emplois en plus, un taux de chômage qui reste à 8,7 % au lieu de monter à 9,4 %. Moins de déficit et de dette. Un cercle vertueux.

Un effet de richesse positif

Alors qu'allons-nous faire ? Aujourd'hui, personne n'en sait rien. Le brouillard autour de la sortie de crise sanitaire est trop épais. Quant à la théorie économique, elle ne nous aide pas. Elle nous apprend que les ménages peuvent avoir deux réactions diamétralement opposées. D'un côté, cette épargne accumulée malgré nous peut provoquer un « effet de richesse positif ». Elle nous donne le sentiment d'être à l'aise, d'avoir atteint plus vite que prévu les objectifs patrimoniaux que l'on s'était fixés (achat d'immobilier, d'une voiture, financement des études des enfants, de la retraite...).

Esther Duflo : « Les pauvres sont les plus grands perdants de la crise »

Cet « effet richesse » peut même être boosté pour ceux qui ont placé leur épargne en Bourse et qui profitent des records du CAC 40, au plus haut depuis novembre 2000. On peut donc alors se laisser aller à la dépense. Allégrement. De l'autre, les manuels d'économie nous mettent en garde contre les « comportements ricardiens », qui doivent

leur nom à l'économiste anglais David Ricardo (1772-1823) : si les Français pensent que, tôt ou tard, ils devront rembourser par des hausses d'impôts la dette accumulée au nom du « *quoi qu'il en coûte* », ils hésiteront à vider leur bas de laine.

La réforme des retraites, un sujet anxieux

Pour que la croissance et l'emploi accélèrent, il faut donc que l'effet de richesse l'emporte sur les comportements ricardiens. Pour cela, le gouvernement doit être le plus clair possible sur sa stratégie en écartant toute hausse d'impôt pour les années qui viennent (à l'exception peut-être d'une taxe de solidarité temporaire sur les ultra-riches, les 1 %, voire les 0,1 %, multimillionnaires). C'est ce que le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire martèle, avec une opposition qui va plutôt dans son sens : tout le monde a bien compris la leçon de la dernière crise. Il faut aussi qu'il explique qu'il ne réduira pas les dépenses, en tout cas pas en touchant au pouvoir d'achat des Français. Et sans doute que le gouvernement précise sa position – pas claire à ce jour – sur la suite de la réforme des retraites. Le sujet est anxieux, pour les actifs comme pour les pensionnés, qui redoutent tous, en cas de déficit dans les régimes, d'avoir à boucher les trous.

Faut-il alors un petit coup de pouce pour inciter les ménages à la dépense ? Pas si simple. L'Allemagne a tenté de le faire avec une baisse de TVA limitée dans le temps. Un flop. Autre casse-tête : comment orienter nos dépenses pour qu'elles profitent surtout à l'emploi local ? Enfermés chez nous, assignés au télétravail, nous avons concentré nos achats sur « l'équipement du foyer » : « *contenu en importations : 80 %* », prévient Mathieu Plane, de l'OFCE. La reprise idéale pour l'emploi serait celle tirée par des dépenses dans les services non délocalisables : restaurants, sorties culturelles, voyages à l'intérieur du pays, avec une montée en gamme des ménages selon leurs moyens.

 Vous avez aimé cet article ?

Offrez-le à un ami